



PREFET DE VAUCLUSE

Direction départementale
de la protection des populations
Service prévention des risques techniques
Affaire suivie par : Isabelle ABBATE
Téléphone : 04 88 17 88 84
Télécopie : 04 88 17 88 99
Courriel : isabelle.abbate@vaucluse.gouv.fr

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

DU 27 FEV 2018

DE MISE EN DEMEURE À L'ENCONTRE DE LA SOCIÉTÉ MÄDER COMPOSITES FRANCE À SORGUES

**LE PRÉFET DE VAUCLUSE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

VU le Code de l'Environnement et notamment en particulier ses articles L. 171-6, L.171-8-I, L. 171-6 et L. 511-1 ;

VU le décret du 28 juillet 2017, publié au journal officiel de la République française le 29 juillet 2017, portant nomination de M. Jean-Christophe MORAUD, en qualité de préfet de Vaucluse,

VU l'arrêté préfectoral n°SI 2008-06-04-0030-PREF du 4 juin 2008 autorisant la société CRAY VALLEY à exploiter une usine de production de résines pour les peintures industrielles située 145 avenue des Frères Lumières sur la commune de Sorgues,

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 juin 2017 réglementant la reprise des activités de la société MÄDER COMPOSITES FRANCE à la suite de l'incendie survenu le 17 juin 2017 au sein de son établissement de Sorgues et organisant la gestion post-accidentelle,

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 juillet 2017 prescrivant la mise à jour de l'étude des dangers relative à l'établissement MÄDER COMPOSITES FRANCE à Sorgues,

VU l'arrêté préfectoral du 06 novembre 2017, donnant délégation de signature à M. Thierry DEMARET, secrétaire général de la préfecture de Vaucluse ;

VU le récépissé de changement d'exploitant délivré le 9 février 2010 à la société MÄDER COMPOSITES FRANCE,

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 23 janvier 2018, conformément à l'article L. 171-6 du Code de l'Environnement ;

CONSIDÉRANT que la société MÄDER COMPOSITES FRANCE n'a pas satisfait aux dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 juillet 2017 susvisé, qui prévoyait la remise à jour de l'étude des dangers relative à l'établissement de Sorgues, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du même arrêté ;

CONSIDÉRANT que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8-I du code de l'environnement en mettant en demeure la société MÄDER COMPOSITES FRANCE de respecter les dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 juillet 2017 susvisé ;

Sur proposition de Monsieur le directeur départemental de la protection des populations de Vaucluse

ARRÊTE

Article 1 - La société MÄDER COMPOSITES FRANCE, exploitant l'usine située 145 avenue des Frères Lumières sur la commune de SORGUES, est mise en demeure de respecter, avant le 1^{er} juin 2018, les prescriptions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 juillet 2017 susvisé.

Article 2 - Dans le cas où les dispositions de l'article 1 ne seraient pas satisfaites dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8-II du Code de l'Environnement.

Article 3 : voies et délais de recours

Le présent arrêté préfectoral est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Un recours peut être formé auprès du tribunal administratif de Nîmes - 16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30941 NÎMES cedex 09 :

- par les tiers intéressés dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage du présent arrêté,
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.


Le présent arrêté préfectoral peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais sus-mentionnés.

Article 4 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Vaucluse, le directeur départemental de la protection des populations, le maire de Sorgues, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Sorgues, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

Avignon, le 27 FEV 2018

Par le préfet,
Le préfet chargé de mission,


Préfet